

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°38

avril-juin 2025

Guerres et armes



Table des matières

L'OTAN européenne veut continuer la guerre en Europe.....	3
L'industrie de la guerre détruit nos vies.....	4
RDC, Les parties au conflit doivent donner la priorité à la protection des civils.....	5
Au Myanmar, derrière les fusils, les travailleurs.....	7
Quelle année sera 2025 ? Mémoire de 2024.....	10
Humour de Kroll.....	13
Grandes manoeuvres des gouvernements membres de l'OTAN.....	14
Les Verts, moteur du militarisme allemand.....	15

L'OTAN européenne veut continuer la guerre en Europe



« L'appel téléphonique de Trump avec Poutine alarme l'Europe et choque l'Ukraine » titre le *Washington Post*. L'estonienne *Katja Kallas* – Haute représentante de l'Union Européenne présidée par *Ursula von der Leyen* – a déclaré que « l'Administration Trump est en train de donner à la Russie tout ce qu'elle veut avant même des négociations » et que « un accord fait dans notre dos ne fonctionnera tout simplement pas : vous avez besoin des Européens et des Ukrainiens pour acter cet accord ». En réalité les « Européens et Ukrainiens » dont elle parle sont ceux qui ont gagné politiquement et économiquement grâce à la guerre contre la Russie et veulent donc empêcher un accord qui mette fin à la guerre.

Au même moment les ministres de la Défense de l'OTAN ont décidé d'accroître la dépense pour la Défense et le soutien à l'Ukraine. Le secrétaire général de l'OTAN Mark Rutte a dit que depuis 2014 les Alliés européens ont augmenté de 700 milliards de dollars leurs bilans de la Défense et que maintenant « ils reconnaissent la nécessité d'investir beaucoup plus ». La dépense militaire italienne, selon les données officielles de l'OTAN, a été en 2024 d'environ 32 milliards d'euros, équivalents à une moyenne journalière de presque 90 millions d'euros, mais doit continuer à augmenter pour dépasser les 100 millions d'euros par jour.

Dans la session avec le Ministre de la Défense ukrainien Rustem Umerov, les Alliés ont réaffirmé « l'importance d'un soutien continu à l'Ukraine, qui est fondamental pour que cette guerre d'agression puisse arriver à une fin juste et durable ». L'engagement pris par l'OTAN au Sommet de Washington de donner à l'Ukraine 40 milliards d'euros en 2024, a été dépassé : l'OTAN a donné à l'Ukraine, l'an dernier, plus de 50 milliards d'euros, dont 60% ont été fournis par les Alliés européens. Ceux-ci se sont engagés à s'aligner sur un pourcentage toujours plus grand de l'aide militaire à l'Ukraine.

Trump a par contre déclaré que, en échange de l'aide étasunienne, l'Ukraine doit donner aux États-Unis des « terres rares » – minéraux d'importance stratégique pour les productions de haute technologie – pour un montant de 500 milliards de dollars. [. ..]

Manlio DINUCCI
Mondialisation.ca, 15 février 2025
byoblu.com

Traduction : Marie-Ange Patrizio

L'industrie de la guerre détruit nos vies



Tandis que la crise de l'automobile, aggravée par d'ultérieures mesures protectionnistes étasuniennes, met en danger en Italie 40 mille postes de travail, et que la dette publique italienne grimpe à 139% du PIB et continue à augmenter, continue à croître la dépense militaire italienne : elle se monte en 2024, selon les données officielles de l'OTAN, à environ 32 milliards d'euros équivalents à une moyenne d'environ 88 millions

d'euros par jour. L'objectif que les gouvernements italiens se sont engagés à atteindre et dépasser rapidement est de 100 millions d'euros par jour.

Le Secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, appelle les Alliés européens à « passer à une mentalité de temps de guerre et à mettre le turbo à la production et à la dépense pour la Défense ». Il s'adresse ainsi directement aux citoyens européens en ces termes :

« Dites à vos banques et à vos fonds de pension qu'il est tout simplement inacceptable qu'ils se refusent à investir dans l'industrie de la Défense. Investir dans la Défense est un investissement dans notre sécurité. C'est une obligation ! Les pays européens dépensent facilement jusqu'à un quart de leur revenu national en pensions, santé et système de sécurité sociale. Nous avons besoin d'une petite fraction de cet argent pour rendre nos Défenses beaucoup plus fortes et pour préserver notre style de vie. Sans une Défense forte il n'y a pas de sécurité durable. Et sans sécurité il n'y a pas de liberté pour nos enfants et petit-enfants. Pour protéger notre liberté, notre prospérité et notre style de vie, vos politiciens doivent écouter vos voix : dites-leur que vous acceptez de faire des sacrifices aujourd'hui pour pouvoir être en sécurité demain ».

Pour convaincre les citoyens à faire des sacrifices pour accroître la dépense militaire, le courant dominant politico-médiatique sème la terreur d'une imminente attaque russe sur l'Europe. Emblématique est à ce propos le titre de *La Stampa* : « La Suède en alerte prépare 30 mille tombes pour les soldats en cas de guerre contre la Russie ».

Dans ce cadre l'Italie a stipulé avec la Grande-Bretagne et le Japon un accord – dénommé « Programme Aérien de Combat Global » – pour la production d'un chasseur de sixième génération. D'ici la mi-2025 sera constituée, pour la réalisation du programme, une co-entreprise (*joint-venture*) entre BAE Systems (Grande-Bretagne), Leonardo (Italie) et JAIEC (Japon), dont le premier PDG sera un dirigeant de Leonardo. La société Leonardo (ex-Finmeccanica) n'est pas seulement une entreprise italienne : c'est un groupe industriel international, dont l'actionariat est composé à 38% par le Ministère de l'Économie et des Finances et à 57% par des investisseurs institutionnels étasuniens. Elle réalise des revenus fermes de plus de 15 milliards d'euros annuels. Le Groupe opère dans 150 pays – surtout Italie, États-Unis, Grande-Bretagne et Pologne – dans le domaine Aérospatial et Défense : elle produit des chasseurs-bombardiers à double capacité conventionnelle et nucléaire, des drones, hélicoptères, systèmes électroniques et spatiaux. Leonardo, qui a acheté la société israélienne RADA Electronic Industries, est intégrée aussi dans le système militaro-industriel d'Israël, contribuant à rendre plus létales les armes utilisées dans le génocide des Palestiniens.

On ne sait pas encore combien coûtera à l'Italie le Programme Aérien de Combat Global pour la production du chasseur de sixième génération. On estime que, rien que pour le développement du chasseur, la dépense sera d'environ 30 milliards d'euros pour chacun des trois partenaires. Mais on sait combien a coûté jusqu'à présent aux États-Unis le chasseur F-35 de cinquième génération : plus de 400 milliards de dollars en continuelle augmentation à cause de l'incessante mise à jour de ce système d'arme à double capacité conventionnelle et nucléaire.

Manlio DINUCCI

Mondialisation.ca, 21 décembre 2024

La source originale de cet article est byoblu.com. Copyright © Manlio Dinucci, byoblu.com, 2024

RDC, Les parties au conflit doivent donner la priorité à la protection des civils



Les partenaires régionaux et internationaux de la *République démocratique du Congo (RDC)* doivent exercer des pressions sur toutes les parties au conflit dans l'est du pays – notamment les combattants du groupe armé M23 soutenu par le *Rwanda*, les armées rwandaises et congolaises, et leurs alliés – afin qu'ils donnent la priorité à la protection des civils dans le sillage des récents combats qui se sont déroulés à *Goma*, a déclaré Amnesty International le 28 janvier 2025.

Le 27 janvier, le M23 a déclaré qu'il avait pris le contrôle de Goma, la troisième plus grande ville de RDC, capitale de la province du Nord-Kivu, qui abrite près de deux millions de personnes. Et ce malgré l'appel du secrétaire général des Nations unies demandant au Rwanda de retirer ses troupes de la RDC et de ne plus soutenir les combattants du M23. Des informations en provenance de la ville font état d'explosions et de tirs persistants, tandis que des informations non vérifiées de journalistes et des réseaux sociaux font état de pillages, de tirs aveugles et de tirs d'artillerie dans Goma. Le gouvernement congolais n'a pas officiellement reconnu avoir perdu le contrôle de la ville.

« Des milliers de civils congolais fuient à nouveau pour rester en vie et ils ont désespérément besoin de sécurité et d'aide humanitaire. Amnesty International engage toutes les parties au conflit à accorder la priorité à la protection des civils dans le contexte de ces violences destructrices », a déclaré Tigere Chagutah, directeur régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe à Amnesty International.

De graves violations des droits humains – homicides de civils, violences sexuelles et violences ciblant les militants et les défenseurs des droits notamment – ont souvent émaillé les précédents conflits dans l'est de la RDC, comme lors de la prise de contrôle de Goma par le M23 en 2012. Certaines de ces violations peuvent constituer des crimes de guerre lorsqu'elles sont commises dans le cadre d'un conflit armé.

Des organisations humanitaires, dont Médecins Sans Frontières [1], affirment que plus de 400 000 personnes ont été déplacées en janvier du fait du conflit qui secoue la région. Beaucoup ont cherché à se réfugier à Goma et dans les environs, une ville qui abrite déjà plus de 600 000 personnes déplacées.

« Les civils sont confrontés à un risque grave de violations des droits humains dans le cadre de cette nouvelle escalade de la violence. Au cours de l'année écoulée, les deux camps ont intensifié leur utilisation d'armes explosives dans des zones densément peuplées, avec des conséquences dévastatrices pour la population civile. Aucune des deux parties ne doit déployer d'armes explosives à large rayon d'impact dans des zones civiles densément peuplées, comme les camps de personnes déplacées, a déclaré Tigere Chagutah.

« Le M23, soutenu par le Rwanda, doit respecter le droit international humanitaire. Il doit assurer la sécurité des civils, notamment des défenseurs des droits humains et des journalistes, y compris ceux qui critiquent le Rwanda et le M23. Il doit également garantir un passage sûr aux civils qui fuient les combats, et autoriser et faciliter l'accès de l'aide humanitaire. »

Les médias rwandais ont rapporté que le Rwanda a accueilli des civils en quête d'un refuge, tandis que d'autres ont fui Goma pour Bukavu, capitale de la province du Sud-Kivu, en traversant le lac Kivu. Après la prise de Goma, le M23 a ordonné la suspension de toutes les activités sur le lac, ce qui pourrait entraver

les déplacements de ceux qui fuient les combats à Goma. Certains quartiers de la ville n'ont ni eau ni électricité, des infrastructures essentielles ayant été endommagées.

« Des milliers de personnes à Goma et alentour cherchent un abri, de la nourriture, de l'eau, des installations sanitaires et des soins de santé : aussi les parties au conflit doivent-elles permettre l'accès sans entraves et sûr de l'aide humanitaire pour tous ceux qui en ont besoin », a déclaré Tigere Chagutah.

Complément d'information

Le 18 janvier, le M23, avec l'appui des forces rwandaises, a lancé une opération militaire afin d'étendre son territoire, violant l'accord de cessez-le-feu conclu entre le Rwanda et la RDC dans le cadre du processus de paix de Luanda. Le 21 janvier, le M23 a affirmé s'être emparé de plusieurs villes, dont celle de Minova, carrefour stratégique du point de vue de l'approvisionnement ; elle se situe dans la province du Sud-Kivu, à une quarantaine de kilomètres de Goma, sur l'autre rive du lac Kivu.

Le 24 janvier, de violents combats ont été signalés près de Sake, à plus de 20 kilomètres au nord-ouest de Goma, où les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), soutenues par la Mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe en RDC (SAMIRDRC), les forces de l'ONU (Mission de l'ONU pour la stabilisation en République démocratique du Congo, MONUSCO) et une coalition de milices, ont cherché à stopper l'avancée du M23 vers Goma. Le même jour, un porte-parole du M23, ainsi que des médias rwandais, ont annoncé que le gouverneur militaire du Nord-Kivu, le général Peter Cirimwami, avait été abattu alors qu'il rendait visite aux soldats sur la ligne de front près de Sake. Les autorités congolaises ont par la suite confirmé sa mort.

Selon une déclaration [2] publiée le 25 janvier par la Force nationale de défense sud-africaine (SANDF), neuf soldats sud-africains déployés sous l'égide de la SAMIRDRC et des forces de l'ONU ont été tués lors des combats. Les autorités du Malawi ont également signalé la mort de trois de leurs soldats servant dans la SAMIRDRC.

Le Conseil de sécurité de l'ONU [3] s'est réuni le 26 janvier afin d'évaluer la situation dans le Nord-Kivu. Le lendemain, les rebelles du M23 ont déclaré avoir pris le contrôle de Goma. Dans sa déclaration, le Conseil de sécurité a condamné les avancées du M23 dans le Nord-Kivu et appelé le groupe armé à mettre un terme à son offensive car elle a donné lieu à une crise humanitaire majeure ; il a également appelé à protéger la population civile. Enfin, il a demandé le retrait des forces extérieures à la RDC et réaffirmé la souveraineté de la RDC. Les décisions du Conseil de sécurité doivent être respectées et mises en œuvre par toutes les parties.

AMNESTY INTERNATIONAL

Notes

[1] <https://www.msf.fr/actualites/rdc-3-questions-sur-l-intensification-du-conflit-arme-au-nord-et-au-sud-kivu>

[2] <http://www.dod.mil.za/media/statements/Pages/SANDF-M23-Advance.aspx>

[3] <https://press.un.org/fr/2025/sc15982.doc.htm>

Aux racines de la guerre civile

Au Myanmar, derrière les fusils, les travailleurs

Les groupes armés d'opposition ont pris le contrôle de plus de la moitié du territoire du Myanmar (anciennement Birmanie). La junte revenue au pouvoir par un coup d'État le 1er février 2021 essuie défaites, défections et désertions. Mais qui sont ceux qui lui font face, dans les banlieues industrielles des grandes villes ou au sein des organisations de résistance ?

Le dimanche 27 octobre 2024 a marqué le premier anniversaire de l'opération 1027, une offensive coordonnée de l'Alliance des trois fraternités (Armée d'Arakan, Armée de l'alliance démocratique nationale du Myanmar et Armée de libération nationale ta'ang) contre l'armée du Myanmar. L'offensive, qui se poursuit, a profondément modifié la dynamique des combats et mis en difficulté la junte militaire revenue au pouvoir à la suite d'un coup d'État, le 1er février 2021. Au cours des douze derniers mois, les groupes de résistance armée ont pris le contrôle de vastes portions de territoire, dont une cinquantaine de villes et des centaines de garnisons, tuant au passage des milliers de soldats.

Ces pertes sur le champ de bataille expliquent en partie l'intensification des bombardements aériens contre les populations civiles. Au début du mois d'août 2024, par exemple, l'Alliance des trois fraternités a pris le contrôle de Lashio, une ville du Nord-Est comptant près de 150 000 habitants. Le Conseil d'administration de l'État (CAE) – le nom dont s'est affublée la junte – a réagi en soumettant la ville à un tapis de bombes. Le 23 octobre, il élargissait le traitement aux cités voisines de Namhsan et de Nawngkhio. Ici, les civils ne constituent pas de simples dommages collatéraux mais des cibles, dans le cadre d'opérations conçues à la fois comme une forme de punition collective et un moyen de priver les guérillas de leur soutien civil. Pourtant la population continue à soutenir les rebelles. Comment expliquer une telle détermination ?

En février 2021, alarmée à l'idée que le processus de démocratisation, engagé tant bien que mal depuis 2010, réduise son pouvoir et grignote ses prébendes, l'armée renverse la Ligue nationale pour la démocratie (LND). Celle-ci avait pourtant gagné les élections générales de 2020. Alors que le putsch provoque un soulèvement national, la junte dépêche les militaires et la police pour écraser les manifestations et arrêter les contestataires (1). Au cours des douze mois qui suivent, les forces de sécurité arrêtent plus de 12 000 « dissidents » et tuent plus de 1 500 personnes, un chiffre que les Nations unies estiment désormais supérieur à 5 000 (2). Plutôt que de museler la colère, cette violence conduit une partie de la population à apporter son soutien aux mouvements d'opposition armée déjà présents dans le pays ou à en créer de nouveaux. Des jeunes quittent leur domicile en masse pour rejoindre les guérillas. C'est ainsi que débute la « révolution du printemps ».

La Banque mondiale à la manœuvre

On explique trop souvent ce soulèvement par l'acculturation de ces jeunes aux idéaux démocratiques et au libéralisme à l'occidentale durant la période où Mme Aung San Suu Kyi, la dirigeante de la LND, a occupé le poste de première ministre, soit entre 2016 et 2021. Peu encline à renoncer à des libertés qu'elle considérerait comme acquises, cette « génération Z » férue d'Internet aurait basculé dans la rébellion pour défendre ses « valeurs ».

Les jeunes ont en effet joué un rôle de premier plan dans la rébellion populaire. Et nul ne doute que la démocratie et la liberté sont des idéaux puissants. Mais la plupart des médias semblent ignorer qu'avant d'être des « jeunes » la plupart des manifestants sont avant tout des travailleurs, dont les aspirations matérielles et les revendications ont constitué l'un des principaux moteurs de la résistance au coup d'État de février.

Dans les médias dominants, les analystes de l'histoire récente du Myanmar présentent la décennie qui a précédé le coup d'État comme une période de transition, au cours de laquelle le pays serait sorti des années noires de dictature militaire pour basculer dans la béatitude de la démocratie libérale. Et, en effet, les choses semblaient progresser à la suite de l'« élection » (sous supervision de la junte) de M. Thein Sein à la tête du pays, en 2011. Dès l'année suivante, une loi autorise par exemple la création de syndicats, pour la première fois en un demi-siècle. En 2013, une autre introduit un salaire minimum. Mais l'arrivée au pouvoir de la LND, pilotée par celle que les médias occidentaux présentent comme une icône de la démocratie, restreint rapidement les marges de manœuvre des travailleurs : l'enregistrement des syndicats devient plus difficile ; le ministère du travail se range encore plus volontiers du côté des employeurs en cas de litige ; et

le pouvoir invoque la pandémie de Covid-19 pour procéder à l'intimidation, voire à l'arrestation, de ceux qui protestent, et pour annuler la révision bisannuelle du salaire minimum, qui devait avoir lieu en 2020. La LND justifie sa politique par la nécessité d'offrir un environnement stable et accueillant aux investissements directs étrangers. Les organisations internationales encouragent cette approche. La Banque mondiale va en ce sens rédiger la loi sur l'investissement de 2016, qui supprime le processus d'étude des dossiers susceptibles de conduire à une exonération fiscale, au prétexte qu'il serait « *trop coûteux* » (3). En d'autres termes, le rayon de soleil démocratique tant célébré en Occident s'est avéré plus doux pour le secteur privé que pour les travailleurs.

Si la situation n'a fait qu'empirer depuis février 2021 et le putsch militaire, le surcroît de répression n'a pas émoussé la combativité de la population. Bien au contraire. Dès le 6 février 2021, des manifestations de rue massives débutent à Rangoun, poumon économique et ancienne capitale du pays. À la tête des processions : des ouvrières d'usines de confection, descendues des zones industrielles qui ceignent la ville – la plupart sont issues des campagnes. Quelques jours plus tard, les fonctionnaires entament une grève générale. À la fin de l'année, quelque 400 000 travailleurs y participent, dont des enseignants, bientôt rejoints par des chauffeurs de camion, des mineurs, des ouvriers... Colossal, le mouvement contribue largement à la contraction de 18 % de l'économie du pays au cours de l'année qui suit le coup d'État (4).

Une grande partie des grévistes sont toutefois obligés de reprendre le travail car le CAE réprime les manifestations publiques. Il cible en particulier les militants syndicaux. Dès le 26 février, seize des plus importants syndicats sont déclarés illégaux. Le 14 mars, soldats et policiers tuent au moins soixante-cinq manifestants dans la zone industrielle de Hlaing Tharyar, dans la banlieue de Rangoun, un haut lieu de la combativité ouvrière. Le lendemain, le CAE y proclame la loi martiale, ainsi que dans plusieurs autres sites de production. Le 15 avril, une quarantaine de soldats font irruption dans les bureaux du syndicat Solidarity Trade Union of Myanmar (STUM) et arrêtent son directeur, M. Daw Myo Myo Aye. De nombreux dirigeants et militants syndicaux entrent alors dans la clandestinité ou fuient à l'étranger pour éviter d'être arrêtés.

Pendant ce temps, le patronat profite des obstacles érigés par le CAE à toute mobilisation ouvrière pour dégrader les conditions de travail et fragiliser un peu plus les syndicats. De nombreuses entreprises déchirent les contrats de travail existants et réembauchent les travailleurs « à l'essai » et à des salaires inférieurs au minimum légal. Le 16 mars 2021, le patron de l'usine Xing Jia appelle la police parce que six ouvriers contestent le salaire qui leur a été versé. Les forces de l'ordre abattent les protestataires.

Alors que l'Organisation internationale du travail (OIT) déclare que les syndicats du Myanmar sont confrontés à une « *menace existentielle* » (5), le mouvement social se détourne peu à peu des mobilisations de rue pour s'investir dans l'insurrection rurale. Certains rejoignent des organisations déjà en lutte : le Front démocratique des étudiants de Birmanie (ABSDF), formé à la suite du coup d'État militaire de 1988 et aux revendications politiques ; l'Armée karen de libération nationale, qui lutte pour l'autodétermination du peuple karen ; le Parti communiste de Birmanie, qui retrouve la voie des fusils après le coup d'État ; ou encore l'une des armées de l'Alliance des trois fraternités... D'autres forment leurs propres organisations, lesquelles se structurent peu à peu au sein des Forces de défense du peuple. Ceux des travailleurs qui restent en poste consacrent souvent une part de leur maigre salaire au soutien des contestataires et des combattants.

Les médias internationaux réservent alors le peu de place qu'ils allouent au Myanmar à la couverture de la lutte armée. Le décompte des atrocités ou les « points » détaillant l'évolution de la ligne de front s'accompagnent le plus souvent d'une lecture identitaire et ethnique du conflit. L'origine de la récente flambée des hostilités disparaît, tout comme le fait que, sur les lieux de travail, la lutte continue, en particulier dans les usines d'exportation disséminées dans les zones industrielles périphériques de Rangoun, où certains continuent à s'organiser et connaissent même quelques succès.

Le 6 novembre dernier, par exemple, plus de trois cents travailleurs d'une usine gérée par Charis Company Ltd dans la commune de Hlaing Tharyar, à Rangoun, organisent une grève sauvage. Ils formulent dix-huit demandes, dont la réintégration des personnes licenciées, l'obtention de services de santé dans l'usine et le licenciement d'un directeur d'usine accusé d'avoir agressé physiquement deux travailleuses. À l'heure où nous mettons sous presse, la grève se poursuit.

Le 10 février 2024, un porte-parole du CAE annonce que la loi sur la conscription – jusque-là largement ignorée – sera bientôt appliquée : la junte vient alors de subir une série de défaites sur le champ de bataille à la suite de l'opération 1027. Les troupes sont épuisées, et un flot continu de désertions et de défections profite à l'adversaire. Le CAE semble vaciller, il compte sur l'envoi de troupes « fraîches » sur le front pour changer la donne.

Cependant, les implications de la conscription ne se limitent pas au domaine militaire. L'annonce déclenche un exode de jeunes hommes, bien déterminés à échapper à l'enrôlement. Leur principale destination ? La

Thaïlande. Depuis 2021, des centaines de milliers de ressortissants du Myanmar sont arrivés dans le pays voisin. Confronté à ce phénomène, le CAE suspend début mai 2024 la délivrance de permis de travail à l'étranger pour tous les hommes éligibles à la conscription. Résultat : les jeunes passent tout de même en Thaïlande, mais sans papiers, permettant aux employeurs thaïlandais d'exercer une pression à la baisse sur l'ensemble des salaires du pays.

Il existe donc une grande continuité entre les luttes actuelles des travailleurs du Myanmar à l'encontre de la junte et celles qu'ils menaient dans la période précédente contre la LND. La même LND qui, après avoir entravé les capacités d'organisation des travailleurs, s'est érigée en « gouvernement d'unité nationale », soit l'entité politique que les parlementaires déchus ont formée en exil ou dans la clandestinité à la suite du coup d'État pour contester sa légitimité au CAE. L'une des premières victoires de l'insurrection ? Avoir contraint ce « gouvernement » à afficher plus de sensibilité à la question sociale. Qu'advient-il s'il parvient au pouvoir, nul ne le sait.

(Traduit de l'anglais par Renaud Lambert.)

Stephen CAMPBELL (Monde diplomatique, décembre 2024)
 Professeur d'anthropologie à l'université de Nanyang, Singapour.

- (1) Lire Christine Chaumeau, « La jeunesse birmane défie la junte », *Le Monde diplomatique*, mars 2021.
- (2) « Over 5,000 civilians killed since Myanmar military coup », ONU Info, 17 septembre 2024.
- (3) « New investment law helps Myanmar rebuild its economy and create jobs », Banque mondiale, 25 janvier 2017, www.worldbank.org
- (4) Soe Nandar Linn, « Myanmar plunges deeper into economic crisis », East Asia Forum, 24 janvier 2023.
- (5) « Myanmar trade unions and civil society organizations face existential threat following military takeover », OIT, 24 août 2022

Groupes armés et déplacements de population

par Cécile Marin



Quelle année sera 2025 ? Mémoire de 2024

En 2024 la Suède et la Finlande ont concédé aux États-Unis 32 bases militaires où ils peuvent déployer leurs propres forces, y compris nucléaires, au bord de la Russie. En même temps, les États-Unis ont déployé les nouvelles bombes B61-12 en Italie, Allemagne, Belgique, Pays-Bas et Turquie. Il est possible que les B61-12 soient secrètement déployées aussi en Pologne et d'autres pays européens. La riposte de la Russie est inévitable : elle a déployé en Biélorussie des armes nucléaires tactiques capables de toucher les bases nucléaires USA-OTAN en Europe.

Le président Biden a autorisé l'Ukraine à employer contre la Russie des missiles ATACMS avec portée de plus de 300 km. Peu après la Grande-Bretagne a autorisé l'Ukraine à utiliser contre la Russie des missiles Storm Shadows à longue portée, à la production desquels participe aussi l'Italie avec la société Leonardo. La Russie a alors frappé un site aérospatial militaire ukrainien avec son nouveau missile Oreshnik à têtes multiples non-nucléaires, qui peut également être armé d'ogives nucléaires.

Le décret sur la révision de la doctrine nucléaire russe stipule au point 2 que « l'agression par n'importe quel État non-nucléaire, mais avec l'engagement ou le soutien d'un État nucléaire, sera considérée comme une attaque conjointe contre la Russie ». L'Italie entre dans la catégorie définie au point 2 : tout en étant un pays non-nucléaire adhérant au Traité de non-prolifération qui lui interdit de recevoir de quiconque des armes nucléaires, elle héberge sur son territoire des armes nucléaires dirigées contre la Russie, à l'utilisation desquelles sous commandement étasunien est prête l'Aéronautique italienne. L'Italie et d'autres pays européens dans la même situation (Allemagne, Belgique et Pays-Bas) entrent donc dans la dissuasion nucléaire russe, c'est-à-dire que des missiles nucléaires russes sont pointés sur les bases nucléaires en Italie.

Reste le fait que, tandis que les missiles à moyenne portée basés en Europe peuvent frapper Moscou à quelques minutes du lancement, des missiles russes analogues basés par la Russie dans la partie européenne de son territoire peuvent frapper les capitales européennes mais pas Washington.

Le scénario européen est étroitement relié à celui du Moyen-Orient. Quand le 7 octobre 2023 a eu lieu l'attaque du Hamas contre Israël, Grandangolo titrait « Le 11 septembre du Moyen-Orient », sur la base d'une série de faits qui démontraient l'existence d'un plan analogue à celui qui, le 11 septembre 2001, avait servi à déclencher la « guerre mondiale au terrorisme » qui avait amené à l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak par les États-Unis et par l'OTAN. Le plan opéré par le Hamas le 7 octobre 2023 était connu depuis un an par les dirigeants d'Israël, qui n'ont pas été pris par surprise par l'attaque mais l'ont facilitée. L'attaque du 7 octobre a servi à justifier l'ouverture d'un vaste front de guerre dans la région stratégique du Moyen-Orient avec le double objectif d'effacer les Territoires Palestiniens, en déclenchant un génocide pour rendre impossible la création d'un État palestinien, et d'amorcer une réaction en chaîne de conflits au Moyen-Orient en attaquant la Liban, le Yémen et la Syrie.

Israël est le fer de lance avec lequel les États-Unis et les puissances européennes tentent de conserver par la guerre leur domination au Moyen-Orient, où ils sont en train de perdre du terrain. Le principal objectif est l'Iran, devenu un noeud stratégique du Couloir de transport Nord-Sud jusqu'en Inde et au-delà, avec lequel la Russie contourne le bloc constitué par Otan et UE, et en même temps noeud stratégique de la Nouvelle Route de la Soie de la Chine à l'Europe.

Pour comprendre la gravité de la situation, que le ministre Tajani essaie de cacher en racontant aux Italiens l'histoire des « vieux missiles à qui on a refait un peu le maquillage », il convient avant tout de savoir clairement ce que sont les Euromissiles. Ce sont des missiles avec une portée entre 499 et 5 000 km, déployés par les États-Unis en Europe dans les années 80 : les missiles balistiques Pershing 2 en Allemagne de l'Ouest et ceux de croisière Tomahawk en Italie (à Comiso), Grande-Bretagne, Allemagne de l'Ouest, Belgique et Pays-Bas, auxquels l'Union Soviétique opposait les missiles SS-20 sur son propre territoire en Russie Européenne. Cette très dangereuse catégorie d'armes nucléaires, projetée pour l'affrontement nucléaire rapproché, avait été éliminée par le Traité sur les forces Nucléaires Intermédiaires (INF) signé en 1987 par les présidents Gorbatchev et Reagan. En 2014, tandis qu'avec le putsch de Piazza Maidan l'OTAN lance la nouvelle confrontation avec la Russie, l'administration Obama a accusé Moscou sans aucune preuve d'avoir expérimenté un missile de croisière de la catégorie interdite et en 2019 (pendant l'administration Trump) les États-Unis se sont retirés du Traité INF.

À partir de là les États-Unis ont repris la production de missiles à moyenne portée à déployer en Europe au bord de la Russie, en les camouflant en missiles destinés à protéger l'Europe de la « menace nucléaire russe ».

La Russie a riposté en produisant des missiles comme l'Oreshnik à baser dans la partie européenne de son territoire. Il n'en demeure pas moins que, alors que les missiles USA à portée intermédiaire déployés en Europe peuvent frapper Moscou en quelques minutes du lancement, les missiles analogues déployés par la Russie dans sa partie de territoire européenne peuvent toucher les capitales européennes mais pas Washington. Ce scénario étant clair, il est fondamental de comprendre quelle est la puissance destructrice des arsenaux des deux majeures puissances nucléaires, USA et Russie. C'est ce que nous montre le documentaire « The True Scale of Modern Nuclear Weapons » de la chaîne étasunienne *Science Time* qui, sur la base de données scientifiques précises, montre quels seraient les effets d'une attaque nucléaire USA contre Moscou et Pékin et d'une attaque nucléaire russe contre San Francisco et New York.

Le Sommet du G7 sous présidence italienne, organisé par le Gouvernement Meloni dans les Pouilles, proclame comme sa priorité « la défense du système international fondé sur la force du droit », en déclarant que « la guerre d'agression russe contre l'Ukraine en a entaché les principes et a déclenché une instabilité croissante, visible dans les divers foyers de crise ». Cela est déclaré par le G7, dont 6 membres (États-Unis, Canada, Grande-Bretagne, France, Allemagne et Italie) sont les plus grandes puissances de l'OTAN, qui a fait exploser en Ukraine la guerre contre la Russie, auxquelles s'ajoute le Japon, partenaire majeur de l'OTAN en Asie Orientale contre la Chine. La mise en scène idyllique, dans laquelle se trouve présenté ce Sommet, ne peut pas cacher le fait qu'il s'agit en réalité d'un sommet de guerre. Les États-Unis ont signé un pacte militaire décennal avec l'Ukraine, à qui est concédé par le G7 un prêt de 50 milliards de dollars pour l'aider à acheter d'autres armes, prêt qui sera remboursé en utilisant les intérêts produits par les 300 milliards de dollars de biens russes gelés, pour la plupart déposés dans des banques européennes. Les ministres de la Défense des 6 pays du G7 appartenant à l'OTAN ont simultanément décidé de fournir à l'Ukraine d'autres importantes aides militaires et de destiner 43 milliards de dollars annuels pour continuer à alimenter la guerre au coeur de l'Europe.

Dans le viseur du G7 il n'y a pas que la Russie mais l'entière organisation des BRICS, cette année sous présidence russe, qui s'est élargie de 5 à 10 membres et en ultérieur développement : ce sont plus de 30 pays qui veulent entrer pour en faire partie. Aujourd'hui déjà le PIB des BRICS dépasse celui du G7 et les prévisions de 2024-2029 indiquent une croissance économique des BRICS, due notamment à la Chine, de 44% face aux 21% du G7. Ne pouvant pas empêcher avec des instruments économiques le développement des BRICS, le G7 essaie de conserver sa domination avec des instruments guerriers.

Au G7 dans les Pouilles a été invité le Pape François, pour donner une apparence de paix à ce sommet de guerre. Là le Pape François a rencontré le président ukrainien Volodymyr Zelensky, sans dire un mot sur le fait qu'il est en train de persécuter l'Église Orthodoxe Russe en Ukraine, dont l'Église ukrainienne a effectué un schisme, servant la guerre contre tout ce qui est russe.

Pendant que le Secrétaire d'État USA Blinken est en mission au Moyen-Orient dans le but déclaré d'empêcher l'élargissement de la guerre dans la région et d'obtenir un cessez-le-feu à Gaza, des bombardiers lourds provenant des États-Unis attaquent le Yémen, l'Irak et la Syrie, en visant l'Iran, et Israël attaque Rafah, devenue un énorme camp de réfugiés, où des tireurs d'élite israéliens tirent même sur les civils blessés attendant à l'extérieur d'un hôpital. Dans cette situation naît l'initiative « Mobilisons-nous contre le génocide ». Quiconque veut participer à cette Campagne, sur la base des motivations ici exposées, peut le faire en s'inscrivant sur la chaîne Telegram <https://t.me/Mobilitiamocicontrougenocidio>.

Mobilisons-nous contre le Génocide !

Nous, représentants de la société civile de l'Italie – pays dont la Constitution répudie la guet comme instrument d'offense à la liberté des autres peuples et comme moyen de résolution des controverses internationales – soutenons la dénonciation, assortie d'une ample documentation des preuves, présentée par la République d'Afrique du Sud à la Cour Internationale de Justice des Nations Unies contre l'État d'Israël pour le délit de génocide à l'encontre du peuple palestinien.

Nous exprimons notre appréciation pour le fait que cette initiative soit portée par l'Afrique du Sud qui a vécu l'expérience de l'apartheid, analogue à celle que vit le peuple palestinien, de laquelle l'Afrique du Sud est sortie grâce à la longue et dure lutte dont Nelson Mandela est l'emblème historique.

Nous soulignons l'importance que revêt l'initiative de l'Afrique du Sud non seulement pour le peuple palestinien, mais pour tous les peuples du monde. Elle constitue un acte concret, sur la base des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, pour sauver les générations futures du fléau de la guerre, pour garantir les droits humains fondamentaux à tous les peuples du monde.

Nous réaffirmons la nécessité de soutenir le rôle de la Cour Internationale de Justice des Nations Unies pour garantir la certitude du droit et la défense conséquente à tout peuple qui est victime d'une guerre d'agression, qui est privé de ses droits fondamentaux.

Nous sommes conscient que, en l'absence de tout cela, prévaut le « droit de la force » avec des conséquences qui, à l'ère des armes nucléaires, peuvent être catastrophiques pour le monde entier. Nous appelons donc toutes les composantes de la société civile à soutenir l'initiative de l'Afrique du Sud à la Cour Internationale de Justice des Nations Unies.

Le Président des États-Unis Biden a présenté un plan pour « un cessez-le-feu durable » à Gaza. Il prévoit « la libération de tous les otages » par le Hamas et en même temps « le retrait des forces israéliennes de toutes les zones peuplées de Gaza ». En ce point « les civils palestiniens rentreraient dans leurs maisons et dans leurs quartiers dans toutes les zones de Gaza », en recevant « une assistance humanitaire accrue de la part de la communauté internationale ». Commencerait ainsi « la reconstruction de Gaza par la communauté internationale ».

De cette façon – souligne Biden – « Israël pourrait s'intégrer plus profondément dans la région, y compris par un potentiel accord historique de normalisation avec l'Arabie Saoudite, entrant dans un réseau de sécurité régionale pour affronter la menace représentée par l'Iran ». Le clair objectif du plan est celui de frapper les BRICS dont font partie Russie et Chine, dans lesquels est entrée l'Arabie Saoudite en même temps que l'Iran, que les USA et Israël considèrent comme leur plus dangereux ennemi dans la région. Il n'en demeure pas moins – conclut Biden – qu'Israël aura toujours « le droit de se défendre des menaces contre sa sécurité » et que « les États-Unis feront toujours en sorte qu'Israël aie ce dont il a besoin pour se défendre ».

Le plan de Biden est parfaitement fonctionnel à la stratégie de guerre que les États-Unis opèrent au Moyen-Orient. Il conserve l'axe stratégique avec Israël en continuant à lui fournir les systèmes d'armes les plus avancés et des quantités massives de munitions, y compris celles avec lesquelles il est en train de raser au sol Gaza. En même temps il prospecte une reconstruction de Gaza – confiée à la « communauté internationale », c'est-à-dire principalement aux États-Unis, Israël, Union Européenne et G7 – qui, comme spécifie le plan présenté par Netanyahu, consisterait dans le « reconstruire Gaza de rien » en la transformant en une « zone massive de libre échange » avec de luxueux gratte-ciel, des sites écologiques à énergie solaire et usines pour la production de voitures électriques.

Les Palestiniens survivants, rentrés chez eux et dans leurs quartiers, n'y trouveraient que des ruines et n'auraient plus aucun réel droit de propriété. Il s'en suivrait un inévitable exode de masse, tandis que ceux qui resteraient deviendraient de simples salariés des activités implantées à Gaza par la « communauté internationale ». Ainsi serait effacé le Territoire Palestinien de Gaza, avec celui de la Cisjordanie, effaçant la Palestine comme État.

Ceci est confirmé par les témoignages, publiés ces jours-ci par le Wall Street Journal, de jeunes soldates israéliennes employées à la surveillance de la barrière électronique autour de Gaza. « Pendant des mois –rapporte le WSJ – elles avaient averti leurs supérieurs à plusieurs reprises que le groupe militant islamique Hamas semblait préparer une grande attaque. Leurs préoccupations avaient été ignorées. Au moment de l'attaque les femmes avaient lancé des avertissements urgents aux troupes sur le terrain. Quand plus de 150 militants ont envahi leur base, à environ un demi mile de Gaza, elles ont commencé à appeler de l'aide frénétiquement. Personne n'est venu. À la fin, 15 soldates de cette base ont été tuées et 7 prises en otage à Gaza.

Le principal objectif dans leur viseur est l'Iran, devenu noeud stratégique du Couloir de transport Nord-Sud jusqu'en Inde et au-delà, avec lequel la Russie est en train de rendre vain le bloc opéré par OTAN et UE, et en même temps noeud stratégique de la Nouvelle Route de la Soie de la Chine à l'Europe. Les conséquences de l'attaque de l'Iran qu'Israël est en train de préparer avec le plein appui militaire des États-Unis et de l'OTAN seraient gravissimes. Une attaque contre les sites pétrolifères iraniens provoquerait un choc pétrolier mondial. Plus dangereux encore à cause de la diffusion de radioactivité serait une attaque des sites nucléaires iraniens, sous contrôle ONU parce que l'Iran a adhéré au Traité de non-prolifération nucléaire, alors qu'Israël, unique puissance nucléaire de la région, ne l'a pas fait et se trouve donc hors de contrôle.

Comme un incendie qui se propage en s'auto-alimentant, la guerre conduite par Israël au Moyen-Orient continue à se répandre. À Gaza continuent les attaques aériennes et terrestres, qui ont rendu inhabitable ce territoire et provoqué plus de 50 000 morts, parmi lesquels environ 20 000 enfants, et plus de 100 000 blessés destinés en grande partie à mourir parce qu'Israël a détruit les hôpitaux. Incalculable le nombre de morts provoqués par Israël en privant la population de nourriture, eau potable et médicaments.

En même temps Israël est en train de « redessiner » la Cisjordanie, en en démolissant d'entières parties, tuant et terrorisant la population par des rafles continues. On compte déjà 1 000 morts et 6 000 blessés parmi les civils. Par un génocide méthodique, condamné par la Cour Internationale de Justice de l'ONU, Israël est en train de démolir les Territoires occupés qui constituent l'État palestinien. Il le fait impunément parce que soutenu politiquement et militairement par les États-Unis et l'OTAN. Cette guerre est à présent

en tain d'investir le Liban : d'abord les attaques ciblées contre des chefs politiques et militaires des Hezbollah, puis le massacre avec des bipers et walkie-talkies explosifs, suivi d'attaques aériennes et terrestres indiscriminées, dans lesquels sont aussi utilisés des projectiles au phosphore blanc contre des camps civils. Le bilan est de plus de 700 morts en quatre jours. Particulièrement grave par ses implications est l'attaque terroriste avec des bipers et talkie-walkies explosifs. « Israël a construit un cheval de Troie moderne », titrait le *New York Times*, en reconstruisant dans ses lignes essentielles le plan opéré par les services secrets israéliens : ils ont utilisé une société dont le siège est en Hongrie, la B.A.C. Consulting, qui avait la charge de produire les dispositifs pour le compte d'une société taïwanaise. En même temps que les appareils ordinaires sont produits des bipers et talkie-walkies dotés de batteries contenant un puissant explosif. Ils ont été envoyés au départ aux Hezbollah au Liban en 2022. On les a fait exploser les 17 et 18 septembre, en provoquant des dizaines de morts et des milliers de blessés graves y compris chez les personnes qui se trouvaient à côté.

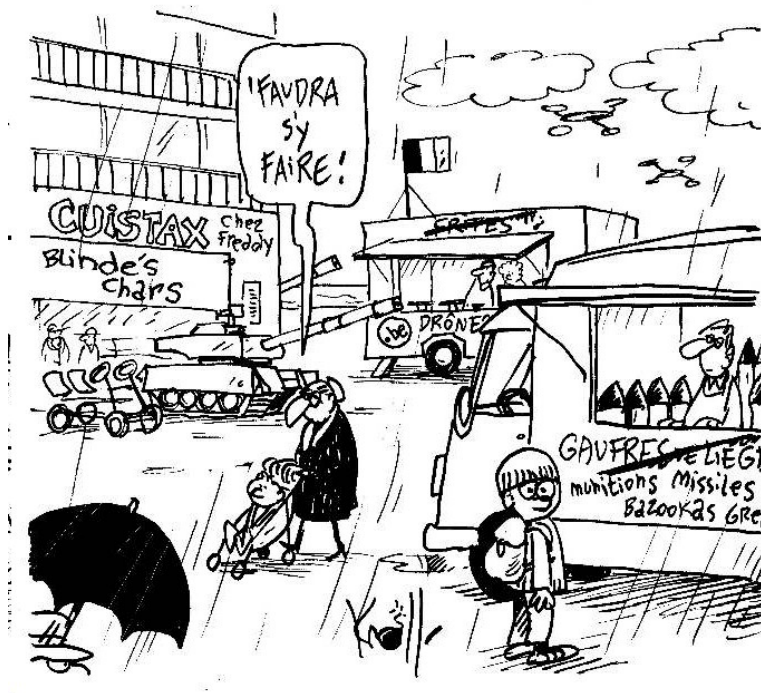
Les conséquences de cette attaque terroriste accomplie par Israël vont au-delà du contexte où elle s'est déroulée. En ce point tout le réseau mondial de fabrication et distribution de produits électroniques – dont téléphones portables, tablettes et ordinateurs – peut être utilisé par n'importe qui pour des attentats terroristes de matrice politique ou criminelle. De nombreux producteurs d'électronique externalisent la fabrication des composants, ce qui rend difficile de tracer et vérifier la provenance de chaque pièce particulière du produit final. Chaque produit peut donc être transformé en une arme létale.

Manlio DINUCCI
Mondialisation.ca, 04 janvier 2025
byoblu.com

[...]

La source originale de cet article est byoblu.com
Copyright © Manlio Dinucci, byoblu.com, 2025

Humour de Kroll



Grandes manoeuvres des gouvernements membres de l'OTAN

Biden quitte la maison blanche d'une note positive en décernant la Médaille de la liberté à *Hillary Clinton* et *George Soros*, ceux qui ont le plus contribué à déclencher la guerre entre l'OTAN et la Russie au cœur de l'Europe, via l'Ukraine. *M. Biden* procure également à Kiev 6 milliards de dollars supplémentaires pour poursuivre la guerre.

Trump, qui assumera bientôt la présidence des États-Unis, devrait ouvrir des négociations avec Moscou, comme il s'est engagé à le faire pendant la campagne électorale. Cependant, la situation est très complexe. À Washington et dans les capitales européennes, le projet circule que si un cessez-le-feu est convenu avec la Russie, une force européenne de maintien de la paix serait envoyée en Ukraine. Cette force, dont le nombre pourrait s'élever à 100 000 soldats, serait assurée par la France, l'Allemagne, l'Italie et la Pologne, membres de l'UE mais de facto membres de l'OTAN, ainsi que par la Grande-Bretagne, membre de l'OTAN.

Quelle que soit l'évolution de la situation, il est certain que les pays européens de l'OTAN devront encore augmenter leurs dépenses militaires. En tenant compte de l'inflation, ces derniers y ont dédié quelques 250 milliards de dollars en 2014, un montant qui est passé à 450 milliards de dollars en 2024. *Trump* veut maintenant que les pays européens de l'OTAN augmentent leurs dépenses de 2 % du PIB à 5 % du PIB.

Selon les données de l'OTAN, les dépenses militaires annuelles de l'Italie ont augmenté pour atteindre environ 32 milliards d'euros en 2024.

Cela signifie que le gouvernement italien a dépensé en 2024 plus de fonds publics à des fins militaires qu'il n'en a alloué à la politique gouvernementale : 30 milliards d'euros pour des initiatives en matière d'impôts, de pensions, de famille et de logement et pour le financement de projets tels que le *Ponte sullo Stretto* [infrastructure majeure]. Si les dépenses militaires italiennes devaient atteindre 5 % du PIB, cela signifierait qu'elles passeraient de 90 millions d'euros par jour actuellement à 290 millions d'euros par jour en moyenne, avec de nouvelles coupes drastiques dans les dépenses sociales, à commencer par la santé et l'éducation.

À l'augmentation colossale des dépenses militaires s'ajoute une crise qui affecte les principales économies européennes depuis que l'OTAN et l'UE ont bloqué l'importation de gaz russe bon marché. Ce gaz a été largement remplacé par du GNL (gaz naturel liquéfié) étasunien, beaucoup plus cher. « *J'ai dit à l'UE*, écrit *M. Trump*, *qu'elle devait combler son énorme déficit avec les États-Unis en achetant notre pétrole et notre gaz à grande échelle. Sinon, ce sont des tarifs douaniers tous azimuts.* »

À la suite du sabotage du gazoduc *Nord Stream* par les États-Unis qui acheminait le gaz russe vers l'Europe et l'interruption de sa remise en service, un homme d'affaires étasunien tente d'acquiescer la société propriétaire de *Nord Stream* en faillite, déclarant que « *l'acquisition de Nord Stream dé-russifie le réseau de gazoducs et le place sous le contrôle des États-Unis* ». Cette opération, visant à réactiver *Nord Stream* en donnant aux États-Unis le contrôle des importations européennes de gaz russe, est soutenue par les gouvernements des États européens membres de l'OTAN et de l'UE, qui continuent d'alimenter la guerre en présentant la Russie comme un ennemi menaçant se préparant à attaquer l'Europe.

Manlio DINUCCI
Mondialisation.ca, 11 janvier 2025

Traduit de l'italien par Mondialisation.ca.

Les Verts, moteur du militarisme allemand

Récession économique, montée de l'extrême droite, politique étrangère erratique : l'Allemagne aborde les élections législatives anticipées du 23 février en situation de crise. Donnés favoris, les conservateurs devront composer avec les sociaux-démocrates, et peut-être aussi avec les Verts. Ce parti, naguère pacifiste, apparaît désormais comme le fer de lance du nouveau bellicisme allemand.

La stabilité, vertu cardinale outre-Rhin, n'est plus ce qu'elle était. Une crise politique précipite la tenue d'élections anticipées, qui se dérouleront le 23 février ; la récession ébranle depuis deux ans la première économie du continent européen. Frappé de plein fouet par l'envolée des prix de l'énergie consécutive aux sanctions européennes contre la Russie, le cœur industriel allemand syncope : de grands groupes comme Volkswagen annoncent des suppressions de dizaines de milliers d'emplois, le nombre de faillites atteint son plus haut niveau depuis la crise financière de 2008, la désindustrialisation menace. En novembre dernier, la coalition des sociaux-démocrates (SPD), des Verts (Die Grünen) et des libéraux (FDP) a éclaté sur l'élaboration du budget 2025. La question du financement des livraisons d'armes à l'Ukraine a joué un rôle important. Le réarmement massif pèse en effet sur les finances. Après l'allocation de 100 milliards d'euros sur cinq ans pour l'armée décidée en 2022 par le chancelier Olaf Scholz, les Verts, le SPD et l'Union chrétienne-démocrate (CDU) évoquent un montant de 100 à 300 milliards d'euros supplémentaires – en plus du budget régulier de la défense (*Der Spiegel*, 16 février 2024). À l'exception de Die Linke et de l'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW), tous les partis s'accordent sur la nécessité d'un réarmement sans précédent dans l'histoire de la République fédérale. Mais ils divergent sur le mode de financement. La CDU, l'organisation d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) et les libéraux du FDP misent sur une réduction drastique des dépenses sociales, tandis que le SPD et les Verts préféreraient recourir à l'endettement – sans pour autant renoncer à former une coalition austéritaire avec les conservateurs dont le leader, M. Friedrich Merz, recommande d'« *oser plus de capitalisme* ». Le politiste Christoph Butterwegge craint une « *attaque frontale contre l'État social* » après les élections (*Taz*, 30 décembre 2024).

Impensable il y a encore quelques années, le nouveau militarisme allemand s'accompagne d'un profond changement de culture politique. Sur les affiches électorales sociales-démocrates, le ministre de la défense Boris Pistorius (SPD), qui a exigé une armée « *apte à faire la guerre avant 2029* », pose en tenue de combat, arme à la main – un retournement d'image spectaculaire pour l'ex-parti de la « *détente* », une politique de rapprochement avec l'Union soviétique qui avait valu le prix Nobel de la paix au chancelier Willy Brandt. Le virage le plus radical a été sans conteste pris par les Verts. Fondés en 1980 comme parti antiguerre, les Grünen se distinguent depuis quelques années en militants du réarmement. M. Anton Hofreiter, par exemple, qui a longtemps coprésidé le groupe parlementaire des Verts au Bundestag, réclame inlassablement « *des armes, des armes et encore des armes !* » (1) et reproche au SPD son refus de livrer des missiles à longue portée Taurus à l'Ukraine. Lors de la campagne de 2021, les Verts avaient au contraire insisté sur la nécessité de ne pas livrer d'armes aux régions en guerre ; à peine un an plus tard, la ministre Verte des affaires étrangères Annalena Baerbock déclarait : « *les livraisons d'armes aident à sauver des vies humaines* » (*Süddeutsche Zeitung*, 14 septembre 2022). Son prédécesseur de 1998 à 2005, M. Joschka Fischer, également dirigeant Vert, réclame même une bombe atomique européenne (*Die Zeit*, 3 décembre 2023), avec le soutien de journalistes réputés progressistes comme Ulrike Herrmann du quotidien *Taz* (2).

L'art de renier son histoire

Avec leurs partenaires de coalition, les Verts et les principaux partis d'opposition, la CDU et l'AfD, soutiennent également les guerres d'Israël au Proche-Orient. Deuxième fournisseur d'armes à Tel-Aviv après Washington, Berlin protège Israël financièrement et diplomatiquement. Alors que, dans le cas de l'Ukraine, le gouvernement fédéral se met en scène comme le défenseur intraitable du droit international, il le bafoue en aidant les Israéliens à commettre des crimes de guerre qu'Amnesty International et Human Rights Watch qualifient désormais de génocide (3). Ni Mme Baerbock ni le ministre de l'économie et vice-chancelier Robert Habeck, également candidat des Verts à la chancellerie, n'ont remis en question ces livraisons d'armes ou ne les ont conditionnées à l'arrêt des exactions à Gaza.

Du vert chlorophylle au vert kaki, la transformation du parti écologique frappe de stupeur les rares militants qui gardent en mémoire le programme fondateur (« *Das Bundesprogramm* ») de 1980 : « *La politique étrangère écologique est une politique non violente. (...) La non-violence ne signifie pas la capitulation, mais la ga-*

rantie de la paix et de la vie par des moyens politiques plutôt que par des moyens militaires. (...) Le développement d'un pouvoir civil axé sur la valeur directrice de la paix doit aller de pair avec le début immédiat de la dissolution des blocs militaires, en particulier de l'OTAN [Organisation du traité de l'Atlantique nord] et du pacte de Varsovie. » En pleine guerre froide, le texte exigeait le « démantèlement de l'industrie allemande de l'armement et sa re-conversion vers une production pacifique ».

Si la mue du parti pour la paix en parti de la guerre ne fut pas linéaire, le conflit au Kosovo marque indubitablement un tournant. La coalition des sociaux-démocrates et des Verts, dirigée par le chancelier Gerhard Schröder (SPD) et le ministre des affaires étrangères Fischer, décide au printemps 1999 la participation de l'Allemagne au bombardement de la Serbie par l'OTAN sans mandat du Conseil de sécurité. Le gouvernement violait ainsi la Charte de l'Organisation des Nations unies (ONU), le traité de Moscou et l'interdiction des guerres d'agression inscrite dans la Constitution allemande. Lors du congrès des Grünen de 1999, M. Fischer justifia ces infractions par ces mots : « *Plus jamais Auschwitz, plus jamais un génocide* ». La comparaison entre la guerre civile au Kosovo et Auschwitz suscita une lettre de protestation de survivants de la Shoah (4). Mais elle favorisa l'approbation de la guerre par le congrès du parti.

Assimiler les adversaires géopolitiques de l'Occident à Adolf Hitler et à l'extermination des Juifs pour légitimer des interventions militaires fait désormais partie du répertoire des Verts. En avril 2022, l'un d'entre eux, l'ancien ministre de l'environnement Jürgen Trittin, traçait un parallèle entre le massacre de civils ukrainiens par des soldats russes à Boutcha (environ deux cents victimes civiles selon l'ONU) et les atrocités commises à l'Est par les groupes d'intervention SS, qui avaient tué sur place des centaines de milliers de Juifs.

L'évolution de la politique étrangère défendue par le parti écologiste au fil des décennies dessine un alignement progressif sur les positions des néoconservateurs américains. La promotion et la défense des « valeurs occidentales », le cas échéant au moyen d'interventions militaires, ont été soutenues par des cercles de réflexion atlantistes auxquels participent nombre de personnalités vertes de premier plan. Mme Baerbock – qui dit s'inspirer de l'ancienne secrétaire d'État américaine Madeleine Albright (5) – a notamment été membre invitée du German Marshall Fund. La plupart des présidents du parti des deux dernières décennies, dont M^{mes} Claudia Roth et Katrin Göring-Eckardt, MM. Cem Özdemir et Reinhard Bütikofer, étaient membres de l'Atlantik-Brücke, un réseau de banquiers, stratèges militaires, journalistes et politiciens décidés à raffermir les relations germano-américaines. M. Omid Nouripour, président du parti jusqu'en novembre 2024, siège d'ailleurs au conseil d'administration de l'organisation. M. Özdemir, aujourd'hui ministre de l'agriculture, signait dès 2004 une lettre ouverte de la « boîte à idées » néoconservatrice américaine Project for the New American Century appelant à développer une politique moins accommodante vis-à-vis de la Russie (6).

Du point de vue des États-Unis, la cooptation des dirigeants Verts a porté ses fruits : le parti, jadis favorable à la dissolution de l'Alliance atlantique, milite désormais ardemment pour son élargissement et la militarisation de la politique étrangère. Dans la confrontation à la Chine, les Verts s'alignent aussi aux côtés des « faucons » américains – toujours au nom des « valeurs ». Un tel basculement a enfoncé un coin entre les mouvements écologistes et pacifistes, dont le lien démultipliait autrefois l'assise et la force politique de ces deux milieux.

Dans ce processus de conversion, une personnalité a joué un rôle-clé : M. Ralf Fücks, autrefois maoïste, puis codirecteur pendant plus de deux décennies de la Fondation Heinrich-Böll, liée aux Verts, et aujourd'hui directeur du Zentrum Liberale Moderne, un think tank qui défend les « démocraties libérales » contre les « régimes autoritaires » au moyen du réarmement et de l'atlantisme. L'État allemand finance en grande partie cette organisation prétendument non gouvernementale. Dès la fin des années 1980, M. Fücks militait avec M. Daniel Cohn-Bendit dans une tendance qui s'efforçait de détourner les Verts de leur anticapitalisme comme de leur pacifisme. En 1998, pourtant, le programme pour les élections fédérales revendiquait encore « *un ordre de paix et de sécurité paneuropéen* » susceptible de « *remplacer l'OTAN et [d']offrir la condition préalable à un désarmement complet* » (7). L'entrée des Verts au gouvernement fédéral et la guerre du Kosovo enterreront définitivement ces promesses électorales.

Le tournant a été soutenu par la transformation sociologique de l'électorat vert : les classes moyennes contestataires des années 1970 forment deux décennies plus tard les couches aisées, urbaines et diplômées de la société où le parti recrute désormais ses sympathisants (8). Soixante-dix-huit pour cent d'entre eux se disent favorables à la livraison d'armes à l'Ukraine, soit plus que ceux de tout autre parti. Pourtant, seuls 9 % se déclarent prêts à défendre l'Allemagne les armes à la main – moins que ceux de tout autre parti (9). Combattre la Russie jusqu'au dernier Ukrainien offre une solution à cet engagement militaire au nom des « valeurs occidentales ».

Berlin seul entre les blocs

Depuis février 2022, les positions des Verts en matière de politique étrangère comptent parmi les plus bellicistes. Immédiatement après l'invasion russe, Mme Baerbock annonçait, comme nombre de dirigeants occidentaux, qu'il faudrait « ruiner la Russie » (10). « Nous renvoyons la Russie de Vladimir le Terrible à l'époque des années 1960 du siècle dernier! », détaillait M. Trittin devant le Bundestag le 6 avril 2022, ajoutant que les sanctions devraient s'appliquer même après la fin de la guerre. Les Verts ont combattu toute solution diplomatique, alors même que les chefs d'état-major américains et ukrainiens constataient l'impasse militaire. Cette stratégie visant à détacher l'Union européenne de la Russie se paie au prix du déclin industriel de l'Allemagne. D'éventuels tarifs douaniers imposés par l'administration de M. Donald Trump ne manqueraient pas de l'exacerber, tout comme le découplage croissant de l'Allemagne par rapport à la Chine : la nation exportatrice se trouve de plus en plus seule entre les grands blocs. Cela ne semble pas traumatiser les dirigeants écologistes, dont la base électorale travaille plutôt dans les services.

Bien que le nombre d'adhérents ait doublé entre 2017 et 2024, les Grünen ont pratiquement divisé leur score par deux lors des élections européennes de 2024 (11,9 %, contre 20,5 % en 2019). L'hémorragie se révèle particulièrement importante chez les jeunes. En septembre dernier, les trois scrutins régionaux à l'Est ont sonné comme trois gifles : le mouvement ne participe plus aux gouvernements ni en Thuringe, ni au Brandebourg, ni en Saxe. Dans les deux premiers cas, il ne franchit pas la barre des 5 %, qui permet d'accéder aux parlements régionaux. En réaction, la direction des Grünen a démissionné. Avant cela, le comité directeur de l'organisation de jeunesse avait quitté le parti en bloc au motif que le cours pris par ce dernier devenait incompatible avec ses idéaux (11). Toutefois, l'équipe dirigeante n'envisage aucun changement de cap. Le chef de file des Verts, M. Robert Habeck, exige que l'Allemagne consacre à l'avenir 3,5 % du produit intérieur brut (PIB) aux dépenses militaires. Un tiers du budget national serait alors investi dans le secteur économique le plus nuisible au climat. L'option consistant à positionner l'Allemagne et l'Europe comme forces de paix entre les blocs dans la nouvelle réalité géopolitique n'est même pas évoquée.

Fabian SCHEIDLER (Monde diplomatique, février 2025)
Journaliste, auteur de *La Fin de la mégamachine*, Seuil, Paris, 2020.

(1) Lenz Jacobsen, Ferdinand Otto et Michael Schlieben, « Der Waffengang », *Die Zeit*, Hambourg, 15 avril 2022.

(2) Ulrike Herrmann, « Ja zur Atombombe », *Taz*, Berlin, 15 février 2024. Lire aussi Pierre Rimbart et Anne-Cécile Robert, « Une vertu bombardière », *Le Monde diplomatique*, novembre 2024.

(3) Lire aussi Akram Belkaïd, « Israël accusé de génocide », *Le Monde diplomatique*, janvier 2025.

(4) *Der Tagesspiegel*, Berlin, 23 avril 1999.

(5) « Baerbock würdigt verstorbene frühere US-Außenministerin Madeleine Albright », 24 mars 2022.

(6) « An open letter to the heads of state and government of the European Union and NATO », Project for the New American Century, 28 septembre 2004.

(7) Bündnis 90 - Die Grünen, *Grün ist der Wechsel. Programm zur Bundestagswahl*, 1998.

(8) Lire Olivier Cyran, « À Hambourg, dans le laboratoire de l'écolo-bourgeoisie », *Le Monde diplomatique*, août 2011.

(9) « Nur 17 Prozent der Deutschen bereit zur Landesverteidigung mit der Waffe », 20 décembre 2023.

(10) « Baerbock über Sanktionspaket: "Das wird Russland ruinieren" », RedaktionsNetzwerk Deutschland, 25 février 2022.

(11) « Grüne Jugend im Wortlaut : Darum verlassen wir die Partei », 26 septembre 2024.